

# LES STRATÉGIES AMÉRICAINES EN IRAQ ET EN AFGHANISTAN

PAR

STÉPHANE TAILLAT (\*)

Les engagements en Iraq et en Afghanistan semblent avoir relativisé la puissance militaire américaine (1). S'interroger sur la pertinence de ce jugement nécessite de se pencher sur les stratégies mises en œuvre sur ces deux théâtres. Car, en effet, on ne peut évaluer la puissance qu'à l'aune des objectifs que l'acteur s'est fixés et en fonction des effets finalement produits. En outre, le constat négatif porté sur ces opérations expéditionnaires et sur les causes supposées de leur échec a conduit à des enseignements plus généraux sur les modalités de la politique étrangère. On peut noter ainsi le rejet de toute intervention militaire prolongée, le choix d'une stratégie d'usure – directe ou indirecte – contre les « extrémistes », ainsi que la tentative d'englober cette dernière dans une approche globale combinant l'ensemble des outils de la puissance américaine. Ces choix relèvent de décisions prises par le pouvoir politique, mais analyser les stratégies américaines en Iraq et en Afghanistan est aussi l'occasion d'en questionner la pertinence. Car ces choix ne peuvent en effet être isolés de leur configuration stratégique, c'est-à-dire de la résistance ou de l'opposition d'autres acteurs.

Les contextes iraqiens et afghans sont différents, non seulement en terme d'environnement géopolitique ou sociopolitique, mais également en ce qui concerne la configuration stratégique. Néanmoins, le fait que ces deux théâtres soient considérés par les Américains comme les deux fronts d'un même affrontement, la tendance à transférer des savoirs et savoir-faire d'une zone d'opérations à une autre, la mise en commun des débats concernant l'une et l'autre de ces guerres laissent penser que, du point de vue de la stratégie américaine, on peut les voir de manière similaire. Cela, sans s'interdire une approche comparative qui permette d'en saisir la spécificité.

L'analyse que cet article propose et le bilan qu'il dresse s'articulent en trois temps. Il s'agit d'abord d'étudier l'incohérence stratégique qui conditionne les choix tactiques américains sur ces deux théâtres. Une deuxième partie s'intéresse plus particulièrement à la pertinence tactique

(\*) Professeur agrégé d'Histoire aux Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan (France) et chercheur au Pôle Action globale et forces terrestres du CREC (France).

(1) Richard K. BETTS, *American Force : Dangers, Delusions and Dilemmas in National Security*, Columbia University Press, New York, 2011.

de la « contre-insurrection », à travers ses effets militaires et politiques. Enfin, nous nous demanderons si les effets obtenus ne dépendent pas également du contexte international contemporain, en analysant les dilemmes dans lesquels se sont trouvées les stratégies américaines.

DES GUERRES LIMITÉES :  
INCOHÉRENCE STRATÉGIQUE ET AJUSTEMENTS TACTIQUES

L'invasion de l'Afghanistan comme celle de l'Iraq sont les réponses de l'administration Bush aux attentats du 11 septembre. Les objectifs affichés sont, d'une part, la destruction du sanctuaire que constitue le régime des Talibans pour Al Qaïda et, d'autre part, la prévention de l'utilisation d'armes de destruction massive, voire de l'alliance avec Al Qaïda de la part de Saddam Hussein. Ces deux opérations militaires s'inscrivent donc dans une logique de représailles, mais aussi dans une attitude préemptive – ou préventive – visant à protéger les Etats-Unis de futures attaques sur leur sol. Plus largement cependant, la volonté d'user de la puissance militaire pour renverser des régimes hostiles doit se comprendre dans une double vision : en premier lieu, la perception que la coercition permet d'emporter la décision face à un adversaire qu'on ne peut influencer ; en second lieu, la croyance selon laquelle il est possible de bâtir des régimes démocratiques *ex nihilo* une fois ces pouvoirs hostiles renversés. Dans les deux cas, l'utilité de l'outil militaire est limitée au renversement des dictatures et à la lutte contre les organisations terroristes. Le volet de reconstruction des institutions et de l'Etat ne concerne donc pas *a priori* les forces armées américaines (2).

Les guerres contre le régime des Talibans et celui de Saddam Hussein furent donc présentées et comprises comme des opérations limitées, usant certes de la force brute, mais devant donner lieu ensuite à un retrait rapide au profit d'acteurs civils ou civilo-militaires agissant dans un cadre international. Toutefois, le caractère limité de ces opérations entre en conflit avec la présentation de leurs enjeux par les décideurs politiques. Pour le président Bush, il s'agit de faire la guerre au terrorisme dans l'optique d'une protection de la société et du territoire américain. Cependant, si ces enjeux servent avant tout à justifier l'invasion et le renversement de gouvernements réputés souverains, ils s'inscrivent aussi dans une vision de long terme, à savoir la construction de régimes démocratiques, stables et alliés aux Etats-Unis dans cette guerre contre Al Qaïda (3). L'importance des enjeux aux yeux du gouvernement américain explique donc pourquoi la présence militaire se prolonge au-delà des succès initiaux. Il convient en outre de

(2) Philippe DROZ-VINCENT, *Vertiges de la puissance. Le moment américain au Moyen-Orient*, La Découverte, Paris, 2007.

(3) Charles-Philippe DAVID, « De Bush à Obama : l'effet 11 septembre sur la prise de décision à la Maison-Blanche », *Politique étrangère*, n° 3, 2011, pp. 521-533.

prendre en compte la perception différenciée de chacun de ces deux théâtres. Les objectifs politiques étant considérés comme atteints en Afghanistan (notamment par le processus de construction démocratique sous l'égide de la communauté internationale), l'invasion puis l'occupation de l'Iraq occupent l'essentiel des ressources mises en œuvre par les Américains. A partir de 2006-2007, l'Afghanistan revient au premier plan des priorités et encore plus lorsque Barack Obama insiste pour en faire une « *guerre de nécessité* » lors d'un discours devant des vétérans en août 2009 (4).

Le hiatus entre des objectifs limités (renverser les régimes puis se retirer) et des enjeux absolus (lutter contre le terrorisme et construire des États démocratiques) se traduit certes par une occupation militaire prolongée, mais aussi par une incohérence entre fins, voies et moyens (5). Cette incohérence se note à la fois dans la faiblesse relative des moyens militaires mis en œuvre – la question des effectifs suffisants pour remplir la mission ne se posant pas officiellement jusqu'en 2006 pour l'Iraq et 2009 pour l'Afghanistan – et dans l'absence de formulation stratégique claire de la part des décideurs politiques (6). En Iraq, les effectifs américains varient entre 120 000 et 140 000 hommes entre 2003 et 2006, avant de monter jusqu'à 170 000 au cours du *surge* (janvier 2007-juin 2008). A partir de la signature d'un accord de sécurité avec le gouvernement iraquien (décembre 2008), le retrait s'échelonne de manière à retirer les unités des zones urbaines (juin 2009), puis totalement (17 décembre 2011). En Afghanistan, il faut attendre l'élection du président Obama pour que les effectifs augmentent sensiblement – de 35 000 à 50 000 en mars 2009, puis plus de 100 000 à la fin du déploiement annoncé le 1<sup>er</sup> décembre 2009. Dans ce dernier cas toutefois, l'annonce d'un *surge* afghan est conditionné à un calendrier de désengagement qui prévoit un retour au niveau de mars 2009 pour septembre 2011 et un retrait total pour 2014. Il s'agit d'éviter un risque d'escalade et d'enlisement, ainsi que de persuader le gouvernement afghan de réformer la gouvernance et accélérer la construction d'institutions sécuritaires. Parallèlement, le président Obama entame des négociations avec le gouvernement afghan en mai 2010 sur un accord stratégique, signé en mai 2012. Ce texte doit être complété par un accord de sécurité – dont les négociations ont débuté en novembre 2012 – prévoyant le maintien d'unités américaines au-delà de l'échéance fixée (7).

(4) Elisabeth WILLIAMSON / Peter SPIEGEL, « Obama says Afghan war "of necessity" », *The Wall Street Journal*, 17 août 2009.

(5) Alexandra DE HOOP SCHEFFER, *Hamlet en Irak*, CNRS Editions, Paris, 2007.

(6) Il faut attendre 2005 pour que s'élaborent les premiers discours et documents officiels sur la stratégie iraquienne : le Conseil national de sécurité publie un *National Strategy for Victory in Iraq* en novembre 2005, tandis que le président Bush adopte la vision d'un retrait progressif au fur et à mesure que montent en puissance les forces de sécurité iraqiennes, idée qu'on retrouve dans plusieurs discours de cette année-là. En ce qui concerne l'Afghanistan, la définition d'objectifs politiques précis n'a lieu qu'en mars 2009.

(7) Il s'agit également d'un tour de passe-passe sémantique, puisque la date de 2014 est censée marquer la fin des opérations de combat. Resterait donc stationnées des unités de forces spéciales dédiées à l'assistance et au conseil de l'Armée nationale afghane.

Au cœur de ces hésitations se trouve une conception biaisée de l'usage de la force, basée sur l'idée de la victoire décisive dans le cadre d'une stratégie d'anéantissement. Or, l'anéantissement des régimes n'a pas signifié l'anéantissement de l'adversaire. Sous de multiples formes, les acteurs s'opposant aux projets américains en Iraq et en Afghanistan ont été capables de prolonger l'engagement et d'en accroître les coûts humains et politiques. Cela explique que les discours stratégiques américains évoluent du déni à la promesse d'un effort ponctuel capable d'emporter la décision (*surge*) et, enfin, à l'annonce d'un retrait programmé et maîtrisé (8).

Du fait du flou et de l'ambition des objectifs politiques, les stratégies militaires ont été essentiellement le fait des commandants de théâtre (9). En d'autres termes, les généraux américains en Iraq et en Afghanistan ont défini eux-mêmes les objectifs à atteindre et les moyens pour y parvenir. Néanmoins, leurs stratégies n'ont pas été entièrement déterminées par leur perception des menaces. Les commandants successifs ont tenu également compte de la demande et des discours politiques, à partir desquels ils se positionnent. En 2006, le général Casey – commandant en Iraq – est farouchement hostile à l'escalade, même si il adhère à la nécessité d'adopter une posture tactique d'engagement direct dans Bagdad (10). En 2009, le général McKiernan – commandant l'ISAF – adopte également un discours contre une augmentation significative des effectifs. Ces deux réactions montrent que les officiers généraux américains oscillent entre autonomie et subordination. Dans les deux cas, le pouvoir politique reprend l'initiative du fait de la convergence entre sa perception de la nécessité de tenter une escalade et les demandes d'une coalition de militaires en ce sens (11). S'étant identifié au théâtre qu'ils commandent, les deux officiers ne sont donc plus à même de gérer la demande politique et de l'adapter dans leurs stratégies. *A contrario*, le déni initial de l'administration Bush et des hautes autorités militaires a facilité la mise en place de stratégies fondées sur la gestion du chaos et sur un retrait progressif. Entre 2003 et 2006 en Iraq, tout comme entre 2003 et 2009 en Afghanistan, les actions militaires ont été

(8) Dans le cadre de cet article, on ne peut qu'évoquer l'hypothèse selon laquelle les décideurs politiques ont aussi agi en fonction du rapport à leurs intérêts domestiques, perçus comme plus essentiels et plus vitaux que les intérêts des Etats-Unis sur chacun de ces deux théâtres. Cela expliquerait en partie, par exemple, la constante insistance du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld pour ne pas déployer de troupes supplémentaires en Iraq – voire en retirer davantage –, puisque cela mettrait à mal son programme de « transformation » des forces américaines vers un format réduit.

(9) Thomas E. RICKS, *Fiasco : an American Military Adventure in Iraq*, Penguin Books, New York, 2005, et *The Gamble: General Petraeus and the American Military Adventure in Iraq*, Penguin Books, New York, 2009 ; Francis J. « Bing » WEST, *The Strongest Tribe : War, Politics and the Endgame in Iraq*, Random House, New York, 2008.

(10) Michael R. GORDON / David E. SANGER, « Chaos overran Iraq Plan in '06 Bush says », *The New York Times*, 2 janv. 2007.

(11) L'existence de cette coalition – qui comprend officiers déployés sur le théâtre, « innovateurs » favorables à la « contre-insurrection » et certains de leurs appuis politiques au sein de la communauté de défense – montre qu'il ne faut pas analyser les institutions militaires comme des ensembles unitaires, mais comme des réseaux d'acteurs. D'un côté, les dirigeants militaires agissent au sein de bureaucraties qui se comportent comme en temps de paix. De l'autre, les unités sur le théâtre et leurs officiers parvenus à des postes de responsabilité au Pentagone insistent sur les impératifs du temps de guerre.

essentiellement réactives, tandis que l'effort financier et humain a porté sur la création de nouvelles institutions de sécurité. Rapidement toutefois, le résultat des *surge* pousse à nouveau le pouvoir politique à changer de stratégie déclaratoire au profit de l'annonce du retrait (12).

Ces formulations stratégiques montrent que l'effort est placé sur la stratégie d'anéantissement de l'adversaire. Cette conception se retrouve d'ailleurs dans les plans de campagne de « contre-insurrection ». A condition de ne pas prendre pour argent comptant les déclarations sur « la conquête des esprits et des cœurs » ou sur la « contre-insurrection populo-centrée ». Car les stratégies de 2007-2008 en Iraq et de 2009-2010 en Afghanistan correspondent bien à des stratégies d'anéantissement par le contrôle des populations et l'extirpation des cellules insurgées. Quelles qu'en soient les modalités, les stratégies militaires américaines ne sont donc pas adaptées à un adversaire pratiquant une stratégie d'usure et poursuivant des intérêts beaucoup plus vitaux pour eux. Ce dernier peut en effet accroître les coûts de l'occupation et esquiver la plupart du temps les tentatives d'anéantissement par les forces américaines. Jusqu'à ce que l'augmentation des coûts suscite réticences et oppositions.

Par conséquent, les changements stratégiques adoptés en Iraq comme en Afghanistan concernent moins les fins que les moyens. Certes, les premiers sont à la fois précisés et abaissés, mais l'ajustement s'observe surtout dans le domaine tactique. Or, en dépit d'adaptations locales par les unités et la généralisation de certaines pratiques au niveau du théâtre, on observe une tension constante entre la lutte contre les insurgés d'une part et l'appui au *State Building* d'autre part. Ce découplage est particulièrement saillant tant en Iraq qu'en Afghanistan. Il se manifeste par des procédures différentes selon les zones d'opération et peut se comprendre par l'éclatement des missions qui caractérise ce type de conflit. En dépit des tentatives d'intégrer les deux objectifs politico-militaires (par les Equipes provinciales de reconstruction en Afghanistan ou par la mise en parallèle des lignes d'opérations en Iraq), les unités ne parviennent pas à concilier les deux logiques, sauf en de très rares cas (13). En Afghanistan, cette dualité tactique se retrouve dans la stricte séparation effectuée au départ entre l'opération « Enduring Freedom » (poursuite et destruction des éléments d'Al Qaïda) et les missions initiales de l'ISAF. A partir de 2006 en Iraq et de 2009 en Afghanistan, la tentative d'intégrer les deux logiques de

(12) Cela est rendu plus facile en Iraq puisque les succès tactiques obtenus par Petraeus en 2007-2008 sont indéniables. En Afghanistan, le choix stratégique du Helmand et les difficultés à prendre le contrôle de cette province, expliquent que les résultats ne sont pas atteints. Le passage à la nouvelle posture est à la fois plus rapide (relève de McChrystal par Petraeus) et plus discret.

(13) On peut citer le cas du général Petraeus à Mossoul en 2003 ou celui des unités déployées dans la province afghane de Kunar en 2005-2006, qui organisent leur manœuvre autour de la construction des routes. Une des variables importantes est le contexte politique des zones d'opérations, qui permet de concilier la logique de sécurité et celle de la reconstruction économique et politique. Cf. Michael R. GORDON / Bernard E. TRAINOR, *The Endgame : the Inside Story of the Struggle for Iraq from George W. Bush to Barack Obama*, Pantheon Books, New York, 2012.

sécurité et de gouvernance se traduit par la « contre-insurrection » (14). Ce procédé tactique associe deux impératifs : celui de détruire ou de neutraliser les groupes insurgés et celui de reconstruire un ordre social et politique favorable au gouvernement « légitime ». Il se traduit par un contrôle accru des populations, par l'imbrication des actions coercitives et civilo-militaires et par une démarche géographique visant à reconquérir progressivement le contrôle politique d'un territoire donné. Ce procédé ne peut être compris isolément du plan de campagne dans lequel il s'inscrit. En Iraq, la « contre-insurrection » s'inscrit à la fois dans une stratégie d'influence des différents acteurs irakiens – visant à pousser ces derniers vers un règlement politique de leurs différends – et dans une opération militaire dont l'objectif est de sécuriser Bagdad (15). En Afghanistan, le plan du général McChrystal consiste à sécuriser le Helmand au sud – zone principale de production de pavot du pays – et à former l'Armée nationale afghane (16).

Or, si les succès tactiques sont évidents en Iraq, la campagne ne donne que peu de résultats en Afghanistan. Cela tient évidemment à la signification stratégique donnée aux procédés de « contre-insurrection ». En Iraq, la campagne de 2007-2008 visait à reprendre le contrôle de Bagdad et de ses accès des mains des « irrécyclables », tout en persuadant les différents acteurs de dialoguer avec le gouvernement central. Si la violence n'a pas disparu, elle a changé de nature et d'objectif : non plus un contrôle territorial et politique, mais un des outils dans les rivalités de pouvoir. En Afghanistan, la campagne du Helmand devait être le premier pas vers la sécurisation de Kandahar, considéré comme un centre de gravité des Taliban. Ce choix géographique, aux raisons complexes, n'a pas permis de limiter la liberté d'action des Taliban et de leurs alliés, qui se sont infiltrés dans d'autres régions laissées à l'abandon. En réalité, le contrôle du Helmand devait essentiellement fournir la preuve au pouvoir politique de l'efficacité des tactiques de contre-insurrection à créer une zone sécurisée et contrôlée par le gouvernement afghan (17).

Dans les deux cas cependant, l'approche tactique s'inscrit dans une logique de préparation au retrait : il s'agit de gagner du temps pour permettre une amélioration suffisante de la situation sécuritaire afin de « partir sans s'enfuir ». Le succès irakien se comprend essentiellement à cette aune : l'élimination d'Al Qaïda en Iraq et la contrainte exercée sur le leader chiite populiste Moqtada As-Sadr permettant effectivement au premier ministre Nouri Al-Maliki de reprendre le contrôle des luttes politiques et de les

(14) L'usage des guillemets renvoie aux diverses formes que peut prendre une telle tactique. De fait, la tendance parmi les militaires américains a été de réduire celle-là à une forme donnée.

(15) Stéphane TAILLAT, « "Chaos, réveil et sursaut". Succès et limites de la stratégie du "surge" en Irak », *Etudes de l'IRSEM*, n° 7, 2011.

(16) Rajiv CHANDRASEKARAN, *Little America : the War within the War in Afghanistan*, Knopf, New York, 2012.

(17) Gilles DORRONSORO *et al.*, « Insurrections-contre-insurrections : éléments d'analyse sociologique à partir des terrains afghans et irakiens », *Etudes de l'IRSEM*, n° 20, 2012.

convertir en un avantage relatif. L'échec afghan procède de la même logique : conditionnée à des résultats rapides et visibles, la stratégie du général McChrystal est rapidement abandonnée dans les faits par son successeur, qui lui préfère un retour aux tactiques de décapitation des organisations adverses.

#### L'ACTION MILITAIRE ET SON ENVIRONNEMENT SOCIOPOLITIQUE

Limiter l'analyse des stratégies américaines à leur incohérence ne suffit pas. Cela occulte les effets de l'action militaire (18). Ceux-là ne sont pas simplement en rapport avec l'ennemi, mais aussi avec les dynamiques politiques qui caractérisent Iraq et Afghanistan. Le dilemme des Américains dans ces deux opérations est également lié à la prétention à recourir à la force légitime dans une situation où les moyens de coercition sont partagés entre plusieurs acteurs en concurrence. Ce dilemme est particulièrement prégnant dans les interactions avec les populations : la force doit concourir à sa propre légitimité, alors que son usage est tendanciellement contre-productif en l'absence de cette dernière.

L'action des militaires américains s'inscrit dans un contexte de rivalités politiques où plusieurs acteurs concourent à établir une base politique et sociale. Il peut s'agir d'entrepreneurs politiques qui saisissent l'opportunité du chaos pour jouer un rôle au niveau local ou sur une communauté dont ils instrumentalisent l'identité. D'autres acteurs poursuivent également des buts transnationaux (le *djihad*) ou cherchent à s'emparer du pouvoir (les Talibans). Les choix stratégiques et tactiques effectués par les militaires américains tendent donc à renforcer ces dynamiques, soit en suscitant une résistance à leur contrôle, soit en facilitant – parfois involontairement – l'établissement d'un contrôle politique et social sur des régions entières par certains d'entre eux. De plus, la vision prévalant chez les élites et les militaires américains insiste sur les lignes de fractures ethnique ou confessionnelle et leurs actions tendent à se conformer à cette représentation. En Iraq, la croyance en l'oppression des majorités chiites et kurdes par la minorité sunnite sous le régime de Saddam Hussein, associée à la perception absolue que les Américains ont de la démocratie, produit un contexte de résistance chez les seconds et une large liberté de manœuvre chez les premiers. En retour, ces dynamiques se nourrissent de la présence américaine, l'instrumentalisant pour susciter une résistance ou un renforcement des clivages communautaires. En Afghanistan, la liberté laissée à Hamid Karzaï de désigner les gouverneurs de province se traduit par un

(18) En dépit du discours sur la gouvernance, la reconstruction économique et la « protection des population », l'usage de la force par les militaires est toujours resté central. En partie car les deux autres piliers opèrent dans des environnements sécuritaires hostiles, mais également parce que l'enjeu reste celui de l'élimination d'autres acteurs politiques qui concurrencent les Américains et les gouvernements reconnus internationalement dans la prétention à monopoliser les moyens de coercition et le recours légitime à cette dernière.

renforcement de la légitimité des anciens seigneurs de guerre, à un retour des rivalités entre ces derniers et par le mécontentement de larges pans de la société pachtoune. La croissance de la violence qui en découle dans les deux pays conduit à décrédibiliser la capacité des Américains à maintenir ou à reconstruire un ordre stable et à donner davantage de poids aux revendications des Talibans ou des entrepreneurs politiques à être des alternatives crédibles.

Enfin, la perception selon laquelle les échecs contre l'insurrection s'expliquent par une déconnection culturelle donne lieu à une tactique visant à reconstituer des réseaux et à s'appuyer sur certains acteurs pour sécuriser des régions entières. Cependant, cette approche contredit l'objectif affiché de construire des gouvernements stables et légitimes. En Iraq, l'appui donné à des individus se prétendant capables de mobiliser leur « tribu » aux côtés des Américains renforce la fragmentation des outils de coercition et laisse planer sur les dirigeants chiites la menace d'une partition du pays ou d'une nouvelle guerre civile. En Afghanistan, le soutien donné à des stratégies tribales procède du même raisonnement, selon lequel il est possible d'instrumentaliser les rapports locaux de pouvoir pour établir des zones sécurisées et gouvernées qui pourront ensuite être ralliées au gouvernement Karzaï. Ce dernier semble au contraire jaloux du contrôle politique qu'il exerce et doit donc, à l'instar du premier ministre Maliki en Iraq, adopter une rhétorique nationaliste plus musclée afin de contrer les dynamiques centrifuges. Il convient également de tenir compte de l'intervention d'acteurs extérieurs, dont l'objectif est également de contrôler les dynamiques politiques internes. En Iraq, les services spéciaux des Gardiens de la Révolution entretiennent ainsi un niveau constant de violences, appuyant les milices nominalement sous l'autorité de Moqtada As-Sadr aussi bien que les organisations sunnites islamiques. En Afghanistan, le rôle de l'ISI est important dans le soutien et l'assistance apportée aux Talibans afghans. Toutefois, alors que les Etats-Unis peuvent tenter de contrer les réseaux pro-iraniens, profitant aussi de la volonté des différents acteurs iraqiens de rester autonomes vis-à-vis de leur puissant voisin, l'attitude vis-à-vis des services spéciaux pakistanais est plus complexe. Nominalelement, un allié des Etats-Unis, le Pakistan, ne peut être ouvertement défié et combattu, au risque de voir les routes logistiques interrompues ou ses élites choisir le rapprochement avec les extrémistes.

Si la diversité des acteurs iraqiens permet aux Américains d'opter pour une stratégie effective d'imposition et de maintien de la paix lors de la campagne de 2007-2008, le cas afghan est plus complexe. En effet, bien que les mouvements insurgés soient également éclatés, les Talibans représentent une force de rassemblement crédible car ayant les capacités de jouer un rôle politique et social au niveau local et se présentant donc comme une alternative possible. La configuration stratégique ne permet donc pas aux Américains d'user des divisions entre les acteurs pour prétendre les arbitrer à leur profit. Par conséquent, les militaires américains ne

peuvent apparaître comme une force de stabilisation, alors que, en Iraq – et en dépit de la rhétorique nationaliste dont usent tous les acteurs –, ils restent entre 2008 et 2010 un acteur majeur des dynamiques politiques. En revanche, le départ des troupes des zones urbaines en juin 2010 montre la fragilité de l'équilibre des pouvoirs patiemment modelé par l'action américaine.

La stratégie américaine en Iraq et en Afghanistan a aussi produit, au niveau local, des effets qui interrogent l'usage de la force. Le principal obstacle à la présence occidentale est effectivement son déficit de légitimité. A partir du moment où des soldats sont stationnés en Iraq ou en Afghanistan, et que leur mission est liée à la sécurité, ils manifestent en effet un ordre politique. Or, leur acceptation par les populations locales ne peut découler que de la perception de leur légitimité. En cette absence, l'usage de la force en vient à être perçu comme injuste ou abusif. Cela est d'autant plus le cas si, en retour, les militaires américains se comportent comme dans une zone de guerre et, pour leur protection autant que pour affirmer leur domination, usent de la force brute de manière indiscriminée. A cela s'ajoute que, en l'absence d'une connaissance approfondie de l'environnement et de liens avec les réseaux locaux, l'usage de la force est forcément indiscriminé. Enfin, étant donné que beaucoup de militaires américains, notamment en Iraq, considèrent que leur mission première est l'élimination des groupes insurgés, la tendance à employer une puissance de feu écrasante prédomine. De fait, en dépit des efforts qui sont consentis pour rallier des détenteurs locaux du pouvoir, pour adopter une attitude plus respectueuse envers les populations et pour mettre en œuvre d'autres procédés, l'utilisation de la force indiscriminée participe à délégitimer davantage la présence américaine. De plus, l'échec à enrayer la montée de l'insurrection accélère ce processus.

Car si l'utilisation de la coercition conduit à radicaliser ou à aliéner les populations, il faut tenir compte également de l'incapacité à résoudre la situation effective de concurrence dans laquelle se trouvent les Américains. En Iraq comme en Afghanistan, les populations sont en effet prises entre ces derniers et les autres acteurs, qui n'hésitent pas à recourir à la coercition pour asseoir leur contrôle. La question de la présence permanente est cruciale car elle permet, avec la durée, de contester ce contrôle. Or, en Iraq entre 2005 et 2007, de même qu'en Afghanistan jusqu'en 2009-2010, les effectifs ne permettent pas cette présence. La campagne de 2007-2008 permet de résoudre ce problème et de le transférer aux forces de sécurité iraqiennes. En Afghanistan, ce même procédé échoue. Par conséquent, sur l'un comme sur l'autre des théâtres d'opérations, on observe un glissement progressif vers un usage sélectif de la force brute. En Iraq, cela est rendu possible par la présence et par le contrôle momentané des allégeances politiques des communautés locales. Néanmoins, ce contrôle repose davantage sur un consensus (intérêts) que sur la légitimation (ajustement de la situation objective des rapports du pouvoir avec la croyance subjective

des populations locales en sa nécessité) (19). En Afghanistan, ce contrôle effectif n'étant pas possible, la force sélective repose sur les forces spéciales et les drones. Cela est certes facilité par le contexte géographique particulier du pays – où la densité de population est faible comparée aux régions comprises entre le Tigre et l'Euphrate –, mais ne résout pas le problème politique de la légitimité ou du consensus. Au contraire, étant donné la liberté de manœuvre des Talibans dans les zones qui sont laissées à l'écart du *surge*, ces derniers construisent leur légitimité alors que les Américains ne peuvent plus totalement compter sur un consensus avec Hamid Karzaï.

Si on ne peut maîtriser totalement les effets politiques de la force, il semble qu'une distinction soit à opérer entre Iraq et Afghanistan. En Iraq, la présence a permis d'associer le contrôle politique et la force sélective. De fait, les objectifs militaires du *surge* ont été atteints à travers une alliance momentanée aux niveaux local et national entre les Américains et d'autres acteurs contre les « irréconciliables ». En Afghanistan, cette même présence s'est limitée à quelques zones. La force sélective a surtout pris la forme des frappes de drones ou des raids de forces spéciales. Par conséquent, la décapitation des mouvements insurgés a pu momentanément fonctionner, mais sans lien avec les dynamiques politiques. Si l'objectif semble avoir été de pressurer les Talibans pour les pousser à la négociation, les résultats restent très mesurés. Dans le même temps en effet, l'action militaire n'a pas permis de briser les alliances d'intérêts entre les insurgés et les communautés locales.

#### LA FIN D'UN CYCLE D'INTERVENTION ?

Les stratégies américaines en Iraq et en Afghanistan interrogent donc sur l'utilité de la force et la pertinence de la puissance militaire dans la politique étrangère. Le bilan de ces deux guerres semble conduire en effet à un rejet de futures interventions et à l'adoption du modèle des « guerres de l'ombre » ou des « guerres par procuration ». C'est-à-dire de stratégies indirectes d'usure contre les organisations menaçant de créer des sanctuaires à partir desquels seraient planifiés des attentats contre les Etats-Unis.

Les guerres américaines en Iraq et en Afghanistan illustrent en effet les dilemmes persistants des opérations dites de « stabilisation ». Le problème récurrent est de construire un ordre politique et social légitime, sur un temps relativement court et selon un modèle importé – celui de la démocratie et de l'Etat de droit. Outre les tensions entre la volonté de faire naître des sociétés stables et libérales à partir de dynamiques endogènes mais selon des modèles imposés de l'extérieur, il faut noter le problème central du monopole des moyens de coercition. De fait, afin de légitimer leur propre occupation, les Américains ont dû empêcher qu'un seul acteur puisse

(19) Stéphane TAILLAT, « L'impuissance de la puissance ? » Une approche sociologique de la contre-insurrection américaine au Moyen-Orient », *Politique américaine*, n° 19, 2011, pp. 27-48.

revendiquer ce monopole. Dans le même temps, les dynamiques politiques propres à ces deux pays sont le produit de cette même occupation. Si la résolution des tensions dépend bien des Américains en tant qu'acteurs disposant des moyens de coercition les plus importants, cela ne semble pas avoir été le cas, l'usage de la force n'ayant pas débouché sur des accords politiques durables entre les acteurs. De toute façon, ce partage de pouvoir n'aurait pas nécessairement donné lieu à une réelle paix civile, à partir du moment où ces acteurs ne disposent pas d'une légitimité incontestée sur les communautés qu'ils sont censés représenter – à l'exception peut-être de Massoud Barzani sur les Kurdes iraqiens. Enfin, ces stratégies se heurtent à l'absence de volonté ou de capacité des gouvernements « hôtes » de renforcer leur légitimité et leur autorité.

En d'autres termes, les Américains n'ont été capables ni d'aboutir à une pacification des rivalités politiques, ni de permettre à un acteur de monopoliser les moyens de coercition ou, à défaut, le recours légitime à la force – lequel peut s'accommoder de l'existence d'acteurs de sécurité privés, mais liés d'une manière ou d'une autre au pouvoir « légitime ». Par conséquent, la stabilisation observée en Iraq s'apparente davantage à un gel temporaire de l'usage de la force dans les résolutions des tensions politiques.

L'enlisement qui caractérise ces guerres répond donc à une nécessité logique : atteindre les objectifs politiques demande du temps car la reconstruction d'un ordre politique et social s'apparente au processus de formation et de consolidation de l'Etat. Le caractère limité des intérêts américains sur ces deux théâtres n'a en outre pas permis de surmonter des coûts supérieurs aux bénéfiques attendus. Etant donné l'importance de la stratégie d'anéantissement dans la culture stratégique dominante aux Etats-Unis, l'élévation des coûts n'a pas non plus permis un abaissement immédiat des objectifs et de l'implication militaire. Par conséquent, l'enseignement qui semble prévaloir aujourd'hui est qu'il convient d'éviter à l'avenir ce type d'engagement prolongé au sol. A bien des égards, cette leçon s'apparente à celle tirée du Vietnam, ce qui a pu faire dire à certains qu'il existait un véritable syndrome de la « contre-insurrection » au sein des forces armées américaines (20). De plus, la campagne afghane, à l'instar des autres fronts ouverts dans la lutte contre l'extrémisme, a progressivement glissé vers le contre-terrorisme. Il s'agit là toutefois d'un choix politique, celui du président Obama et du vice-président Biden, plus que d'une volonté des forces armées traditionnelles, qui souhaitent revenir à des formes classiques de puissance militaire (21).

Or, cette stratégie indirecte d'usure est lourde d'illusions. En premier lieu parce qu'elle n'est possible que dans certains contextes. Au Pakistan comme

(20) David H. UCKO, *The New Counterinsurgency Era : Transforming the US Military for Modern Wars*, Georgetown University Press, Washington, 2009.

(21) Bob WOODWARD, *Obama's Wars*, Simon & Schuster., New York, 2011.

au Yémen, les gouvernements ont donné leur accord aux frappes de drones et, dans une moindre mesure pour le premier, au déploiement de forces spéciales pour décapiter Al Qaïda ou les groupes talibans. Ces alliances sont donc conjoncturelles et peuvent susciter une instrumentalisation de la puissance américaine par les élites nationales. Sans compter que celles-là peuvent également devenir des freins à la liberté d'action des opérations clandestines. En Somalie comme en Afghanistan, cette stratégie d'usure est rendue possible par la fragilité, voire la défaillance, de l'Etat. Sur ces deux théâtres, la stratégie indirecte se nourrit de la prolifération des acteurs locaux, étatiques ou non. En retour, le danger est de perdre le contrôle d'organisations ou de groupes qui poursuivent leurs propres agendas et sont en mesure, par leur meilleure connaissance des dynamiques locales et par les moyens de coercition qui leur sont permis, de mieux maîtriser les jeux locaux. En second lieu, les stratégies américaines en Iraq comme en Afghanistan révèlent, par les effets politiques de l'action militaire, toute l'importance d'un déploiement massif au sol. La présence manifeste en effet la résolution politique d'un acteur. Si la force ne sert plus à s'emparer ou à défendre un territoire, mais à influencer d'autres acteurs (stratégie de contrôle), ce point est capital. Toutefois, pour que cette résolution soit prise au sérieux, il lui faut le temps de gagner en légitimité. Autrement dit, la présence ne doit pas seulement arranger des consensus provisoires, mais contribuer à façonner les croyances des sociétés locales.

Or, cela contrevient évidemment aux normes internationales, qui rejettent tout projet colonial. De manière plus générale, la puissance militaire est difficilement contrôlable dès lors qu'elle est mise en œuvre. Cela tient au contexte politique international et domestique, qui contraint de plus en plus les conditions dans lesquelles les Etats peuvent recourir à la force. L'addition de ces contraintes rend certes la guerre plus coûteuse, mais elle n'empêche pas son recours, à condition d'être légitimé au niveau international. L'invasion de l'Afghanistan puis de l'Iraq suggère ainsi l'existence de guerres « hiérarchiques » menées par les puissances démocratiques dominantes contre des acteurs auxquels elles ne reconnaîtraient pas la légitimité de ce recours (22). La signification de la guerre serait alors progressivement déplacée d'une conception westphalienne à l'imposition ou à la préservation d'un ordre politique mondial. Paradoxalement, alors que la philosophie libérale est une condition de possibilité de ces guerres hiérarchiques, elle se montre également comme l'obstacle le plus insurmontable à la réalisation des objectifs politiques que la force prétend atteindre.

\* \*

\*

L'analyse des stratégies américaines en Iraq et en Afghanistan offre de nombreux enseignements aux chercheurs en relations internationales. La

(22) Dario BATTISTELLA, *Paix et guerres au XXI<sup>e</sup> siècle*, Edition des Sciences humaines, 2011.

question de la puissance américaine, c'est-à-dire de la capacité des Etats-Unis à actualiser leurs ressources en vue d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés, même contre des résistances, est centrale à cette étude. Dans cette optique, le bilan des deux guerres ne semble apparemment pas positif. Ni l'Iraq, ni encore moins l'Afghanistan, ne semblent devoir correspondre aux objectifs politiques initiaux. Le retour des Talibans et le maintien d'une capacité de nuisance de la part d'Al Qaïda en Iraq semblent hypothéquer les résultats sécuritaires obtenus par les Etats-Unis. Le choix du président Obama de s'engager en Libye de manière limitée et ses réticences vis-à-vis de la crise syrienne semblent montrer une réelle désaffection des élites politico-militaires et médiatiques pour des interventions de longue durée (23).

Néanmoins, il convient de nuancer. L'action des militaires américains a bien permis de produire des effets en Iraq et, dans une moindre mesure, en Afghanistan. Si ces derniers ont parfois été inattendus et souvent contre-productifs, ils n'obèrent pas les capacités américaines à détruire et à reconstruire un ordre politique et social. Il semblerait que ce type d'ingénierie politique et sociale à l'échelle d'une nation puisse produire des résultats, pour peu que les objectifs restent cohérents et limités. Autrement dit, plus que l'impuissance américaine, l'Iraq et l'Afghanistan montreraient les risques d'une puissance orgueilleuse dont l'hybris et l'autisme seraient les pires ennemis. Enfin, en dépit du coût humain et financier des deux conflits, l'appareil de défense et de sécurité nationale reste le plus important et le plus performant du monde. Tandis qu'il n'est pas sûr que les Etats-Unis soient moins en sécurité aujourd'hui qu'aux lendemains du 11 septembre.

Si les engagements en Iraq et en Afghanistan indiquent bien une certaine relativisation de la puissance, ils démontrent aussi plus largement les failles, voire les faillites, des missions de rétablissement, de maintien ou de construction de la paix et de l'Etat menées depuis les années 1990. En revanche, ils ne semblent pas avoir sapé les prétentions américaines au leadership global, quelle que soit la forme prise par ce dernier. Si, comme le prétend David Kilcullen, l'objectif d'Oussama Ben Laden était d'entraîner les Etats-Unis dans une nasse pour en saigner l'outil militaire, force est de constater qu'il a échoué (24).

(23) Fait également illustré par les réticences américaines à voir dans les groupes djihadistes du Sahel une menace directe contre les Etats-Unis. Si ceux-là ont accepté d'apporter un soutien logistique et technique à l'opération française « Serval », ce n'est certes pas sans limites.

(24) David KILCULLEN, *The Accidental Guerrilla : Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford University Press, Oxford, 2009 ; Peter BERGEN, *The Longest War : The Enduring Conflict Between America and Al-Qaeda*, Free Press, New York, 2011.

